

La terre à celles et ceux qui la cultivent, les maisons à celles et ceux qui les habitent

Appel à rejoindre la manifestation pour la défense de la maison collective de Malagnou le 1er juillet.

Les Jardins de Cocagne ne sont pas seulement préoccupés par la production de légumes biologiques. Si nous soutenons les luttes pour l'accès à la terre et pour la souveraineté alimentaire et trouvons nécessaire de sortir des logiques néolibérales en se réappropriant la production de nourriture et en créant un autre rapport à l'environnement, nous pensons qu'il est tout aussi indispensable, pour sortir de ces logiques, de pouvoir reprendre le contrôle de tous les autres aspects de nos vies.

La ville n'a de cesse de s'étendre, de chercher à devenir économiquement plus compétitive, de réduire les espaces de vie et de culture à des lieux de consommation. Ses habitant-e-s sont de plus en plus isolé-e-s les un-e-s des autres, dépossédé-e-s de la gestion de leurs lieux de vie, des savoir-faire et des moyens de production. Ils-elles sont aussi éloigné-e-s du centre de la cité, que l'Etat voudrait dédier à des commerces, des banques et des bureaux. Pour cela, on construit en périphérie, en déclassant des terrains agricoles. Dans ce sens, le droit au logement et l'accès à la terre sont des combats qui doivent se mener de front.

L'accès à des territoires communs est nécessaire et légitime. Nous avons besoin de lieux collectifs et autonomes pour repenser la ville comme un tissu social, créatif, égalitaire et accessible à toutes et à tous. Il faut pouvoir créer des espaces autonomes et diversifiés favorisant nos imaginaires et capables de créer du lien avec le monde paysan et tendre vers la souveraineté alimentaire.

Or, de tels lieux tendent à disparaître. Nous pensons par exemple au Champ des Filles, expulsé en 2015. L'occupation d'une friche vouée à la spéculation avait débouché sur un lieu rassemblant autour de la production de légumes des citoyenNEs et des paysanNEs, dans une démarche d'accès à la terre. Mais y étaient aussi organisées des discussions, des projections, on y échangeait savoirs et expériences sur toutes sortes de sujets. On y créait aussi des liens et des solidarités avec d'autres lieux et luttes. La Marche mondiale des femmes y avait notamment été accueillie. Le champ laissera la place à un énième siège d'entreprise internationale que la mairie de Plan-les-Ouates adore voir s'installer dans sa zone industrielle.

Nous pensons aussi au Jardin des Charrotons forcé en mai dernier de mettre la clé sous la porte après dix années où se mêlaient joyeusement agriculture et projets collectifs, rencontres, échanges et autoconstructions.

La maison collective de Malagnou, ses ateliers, son potager et toutes les dynamiques d'autonomisation qui y ont lieu, et auxquelles des membres et jardiniers-ières de notre coopérative ont parfois participé, sont à leur tour menacés.

Nous sommes conscient-e-s que les processus d'urbanisation accélérés que nous subissons contribuent à la prédation de l'environnement et à la privatisation de l'espace public, entraînent appauvrissement, exclusion et ségrégation sociale et spatiale, que le modèle néolibéral concentre revenus et pouvoir dans les mains des élites et que cela fait éclater la crise financière et mondiale, qui exacerbe les problèmes de logement dans les campagnes et les villes.

Défendons nos droits, le droit à une ville juste et égalitaire, au plein exercice de la citoyenneté, pour une fonction sociale de la ville et de la campagne. Défendons l'existence de lieux tels que la maison collective de Malagnou. **Descendons dans la rue le 1er juillet !**